



Scolarité, revenu et indicateur du marché de l'emploi dans la MRC de D'Au-tray

Novembre 2018

Patrick Bellehumeur
Service de surveillance, recherche et évaluation
Direction de santé publique

Le niveau de scolarité constitue un des déterminants les plus probants de la santé et de la qualité de vie de la population (Lemire et Payette, 2018). Pour la région, cette affirmation a été démontrée dans plusieurs documents au fil des ans (Lemire, 2007; Lemire, 2009; Lemire et Payette, 2018). Toutefois, à l'échelle locale, peu d'études ont pu illustrer cet état de fait. À partir des données du Recensement canadien de 2016, il est possible de réaliser une telle analyse.

Ce fascicule propose donc d'établir le lien entre, d'une part, le plus haut niveau de scolarité atteint et, d'autre part, certaines variables liées au marché de l'emploi et au revenu. Pour cet exercice, le revenu médian d'emploi, le taux de chômage et la proportion de personnes n'ayant pas travaillé pendant l'année de référence (2015) ont été considérés. Les données sont ventilées par sexe et certains groupes d'âge compris entre 25 et 64 ans.

Ce document a été élaboré pour soutenir les décideurs et les intervenants du réseau de la santé et des services sociaux ainsi que les partenaires de l'intersectoriel. Il devrait continuer d'enrichir le débat entourant toute l'importance que doit prendre la poursuite des études et l'obtention d'un premier diplôme.

QUELQUES ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES

Pour les besoins de l'analyse, le plus haut niveau de scolarité a été réparti en cinq catégories : aucun certificat, diplôme ou grade; diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence (DES); certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers (DEP); certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire; et certificat, diplôme ou grade universitaire au niveau du baccalauréat ou supérieur. Ces catégories permettent de répartir 98 % de la population de 25-64 ans de la MRC de D'Au-tray¹.

Quant au revenu d'emploi, il correspond à « tous les revenus reçus sous forme de traitements, salaires et commissions provenant d'un travail rémunéré ou des revenus nets provenant d'un travail autonome dans une entreprise agricole ou non agricole non constituée en société et/ou dans l'exercice d'une profession pendant la période de référence » (Statistique Canada, 2017). Il est à noter qu'il s'agit uniquement des revenus déclarés de 2015².

Le revenu médian d'emploi d'un groupe spécifique est « le montant qui divise la répartition des revenus de ce groupe en deux moitiés, c'est-à-dire que les revenus de la moitié des unités de ce groupe sont sous la médiane, tandis que les revenus de la seconde moitié sont au-dessus de la médiane » (Statistique Canada, 2017).

¹ Le certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat a été exclu de l'analyse. Ce niveau de scolarité est observé chez 2,2 % de la population de 25-64 ans de la MRC.

² Il se peut que certains revenus médians soient sous-estimés en raison du travail non déclaré. Celui-ci pourrait être plus ou moins répandu en fonction du niveau de scolarité.

Quelques caractéristiques du territoire

En 2017, la MRC de D'Autray compte autour de 42 800 personnes. Parmi elles, plus de 23 100 sont âgées de 25-64 ans, soit une proportion de 54 %. Sur le territoire, il y a 12 440 familles. Environ 29 % des familles avec enfant(s) sont monoparentales. Autour de 15 % de la population de 15 ans et plus demeure seule.

La population de la MRC possède un niveau de scolarité moindre que celui du Québec. Autour de 22 % des personnes de 25 à 64 ans n'ont pas de diplôme d'études secondaires, alors que 56 % possèdent un certificat, un diplôme ou un grade postsecondaire. La population de 15 ans et plus a un revenu annuel médian après impôt de 26 486 \$, soit 3 050 \$ de moins que celui de l'ensemble du Québec. Environ 7 % de la population de 25-64 ans vit sous le seuil de faible revenu après impôt.

Parmi la population active de 25-64 ans, 15 % travaillent dans l'industrie de la fabrication et 13 % dans celle des soins de la santé et de l'assistance sociale. Les industries de la construction (11 %), du commerce de détail (10 %) et du transport et de l'entreposage (6,5 %) suivent dans l'ordre (Statistique Canada, 2018a).

PLUS HAUT NIVEAU DE SCOLARITÉ SELON LE GROUPE D'ÂGE

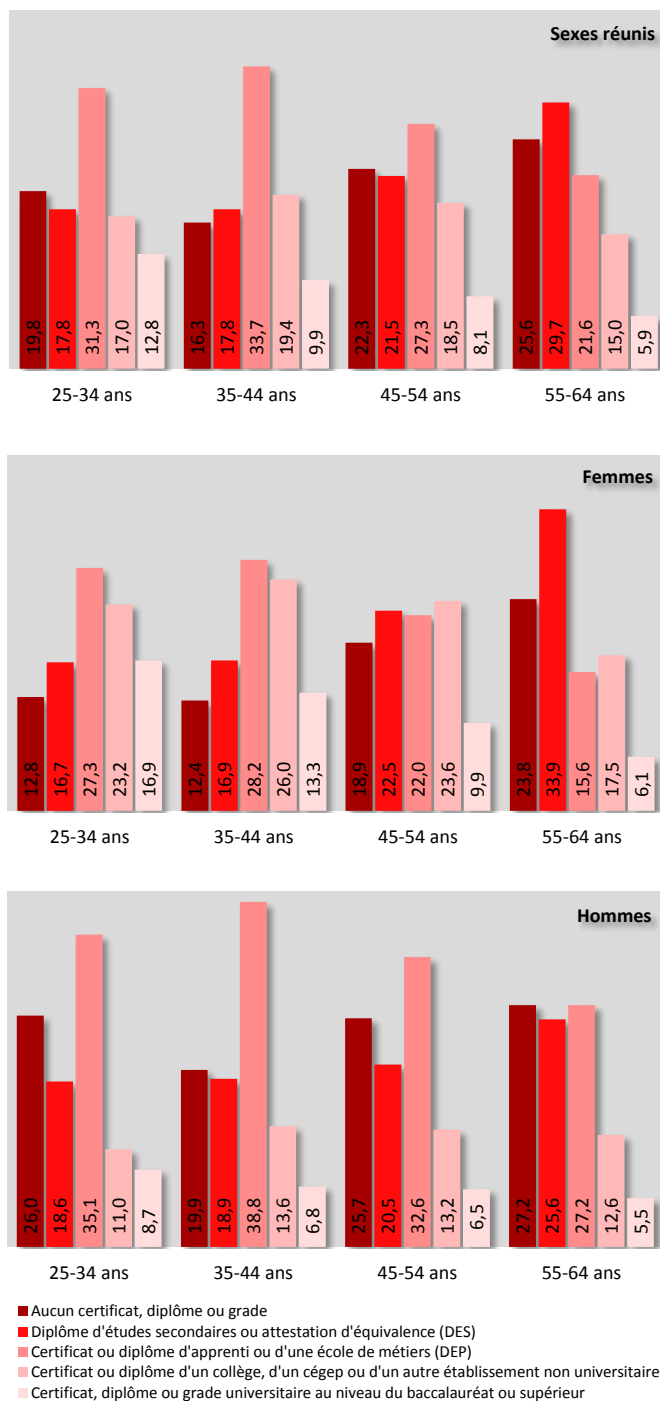
En principe, le niveau de scolarité d'une population devrait s'améliorer par rapport à celui de la cohorte qui est plus âgée. Les données montrent que chez les 35-64 ans, ce constat est confirmé. Peu importe le niveau de scolarité choisi, les personnes de 35-44 ans font mieux que les 45-54 ans qui, à leur tour, se démarquent avantageusement des 55-64 ans. En effet, 26 % des personnes de 55-64 ans sont sans diplôme d'études secondaires³, alors que la proportion n'est que de 16 % à 35-44 ans.

Par contre, les données font état d'une situation plutôt préoccupante chez les 25-34 ans. Environ 20 % d'entre eux n'ont aucun certificat, diplôme ou grade. Cette proportion atteint même 26 % chez les hommes, soit le double du pourcentage des femmes. Ce constat apparaît comme la conséquence directe du taux de décrochage au secondaire élevé dans la MRC depuis des années, en particulier chez les garçons.

Les diplômés universitaires sont, comme on pouvait s'y attendre, plus nombreux, en proportion, chez les 25-34 ans qu'ils ne le sont chez les générations précédentes. Près de 13 % font partie des diplômés universitaires, alors que la proportion est toujours inférieure à 10 % pour les groupes d'âge subséquents. Un constat similaire est observé chez les femmes. Du côté des hommes, l'écart de diplômés universitaires entre les groupes d'âge est relativement faible.

D'autre part, chez les hommes, et ce, peu importe le groupe d'âge, le diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers (DEP) constitue le plus haut niveau de scolarité le plus souvent observé.

Plus haut niveau de scolarité selon le groupe d'âge et le sexe, MRC de D'Autray, 2016 (%)



Source : Statistique Canada, Recensement canadien de 2016, Fichier 98-400-X2016242.ivt.

³ Il faut garder à l'esprit qu'un certain nombre de personnes sans diplôme puisse souffrir d'un handicap physique ou mental qui pourrait constituer une contrainte à la scolarisation et à l'intégration au marché de l'emploi.

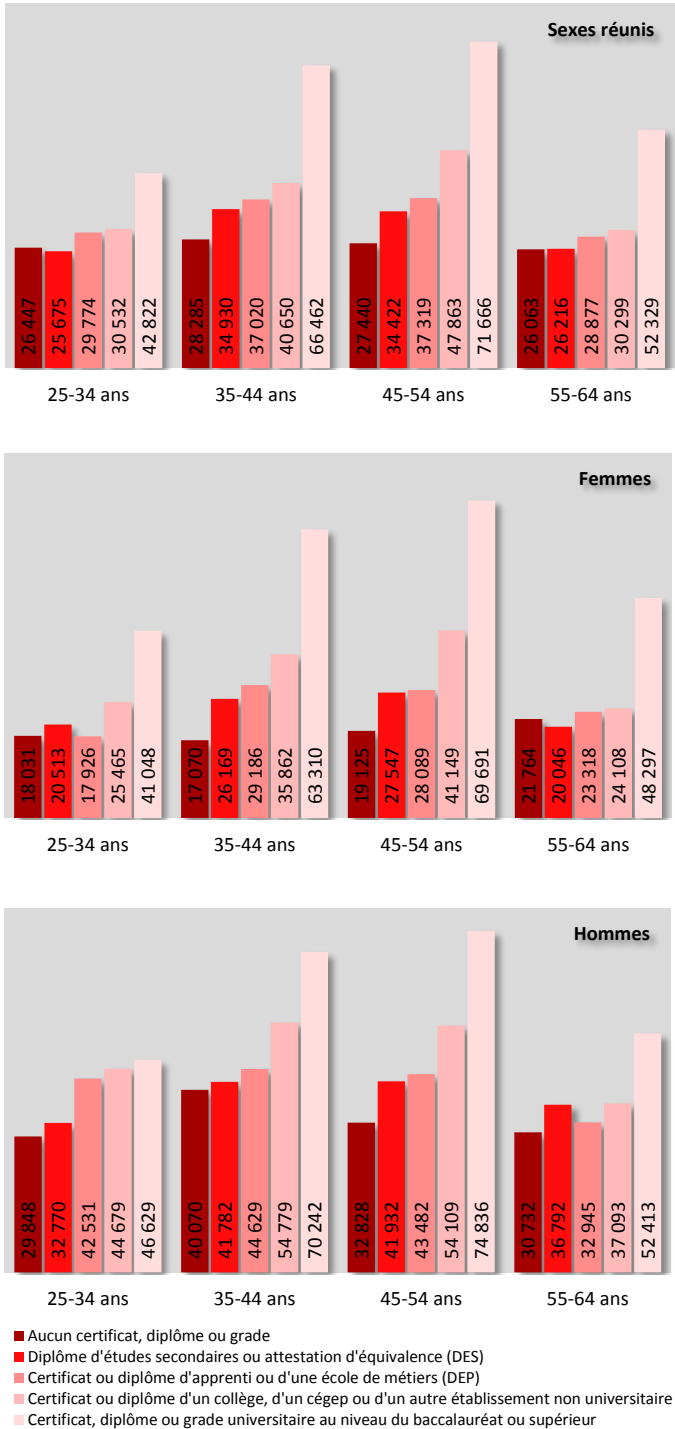
REVENU MÉDIAN D'EMPLOI ET PLUS HAUT NIVEAU DE SCOLARITÉ

Dans la MRC de D’Autray, le revenu médian d’emploi des personnes de 25-64 ans est de 33 703 \$ en 2015. Cependant, celui-ci varie de façon importante selon le niveau de scolarité des individus. En effet, pour les personnes sans aucun certificat, diplôme ou grade, le revenu médian d’emploi est légèrement supérieur à 26 600 \$. Pour celles ayant uniquement un diplôme d’études secondaires (DES), ce revenu médian est légèrement inférieur à 30 000 \$. À l’autre bout du spectre, chez les personnes ayant un certificat, un diplôme ou un grade universitaire, celui-ci est d’un peu plus de 57 600 \$ (données non présentées).

Cette disparité entre les revenus médians d’emploi est observée pour chacun des groupes d’âge, leur ampleur variant toutefois selon ce dernier. Chez les personnes de 25-34 ans, le revenu médian d’emploi des personnes n’ayant pas de diplôme d’études secondaires se situe à 26 447 \$ tandis que celui des diplômés universitaires atteint un peu plus de 42 800 \$. Pour ce qui est des 45-54 ans, les revenus médians d’emploi atteignent respectivement de 27 440 \$ et de 71 666 \$. L’écart entre les différents revenus médians d’emploi s’accroît donc en fonction de l’avancée en âge jusqu’à 45-54 ans. À 55-64 ans, l’écart diminue. Ceci pourrait s’expliquer parce qu’un bon nombre de personnes de ce groupe d’âge quitte le marché du travail, particulièrement celles ayant cumulé des revenus plus importants tout au cours de leur vie.

Les revenus médians d’emploi sont plus élevés chez les hommes que chez les femmes, peu importe le niveau de scolarité. Le revenu médian des femmes sans diplôme n’atteint pas 20 000 \$ dans trois des quatre groupes d’âge. Généralement, plus la scolarité augmente, moins les écarts entre les sexes sont prononcés. Par ailleurs, les écarts de revenu médian sont plus marqués chez les femmes. À titre d’exemple, parmi les 35-44 ans, le revenu médian des femmes est de 9 000 \$ supérieur chez celles ayant un DES par rapport à celles qui n’en ont pas. Du côté des hommes, la différence est inférieure à 2 000 \$.

Revenu médian d’emploi selon le plus haut niveau de scolarité, le sexe et le groupe d’âge, MRC de D’Autray, 2015 (\$)



Source : Statistique Canada, Recensement canadien de 2016, Fichier 98-400-X2016261.1vt.

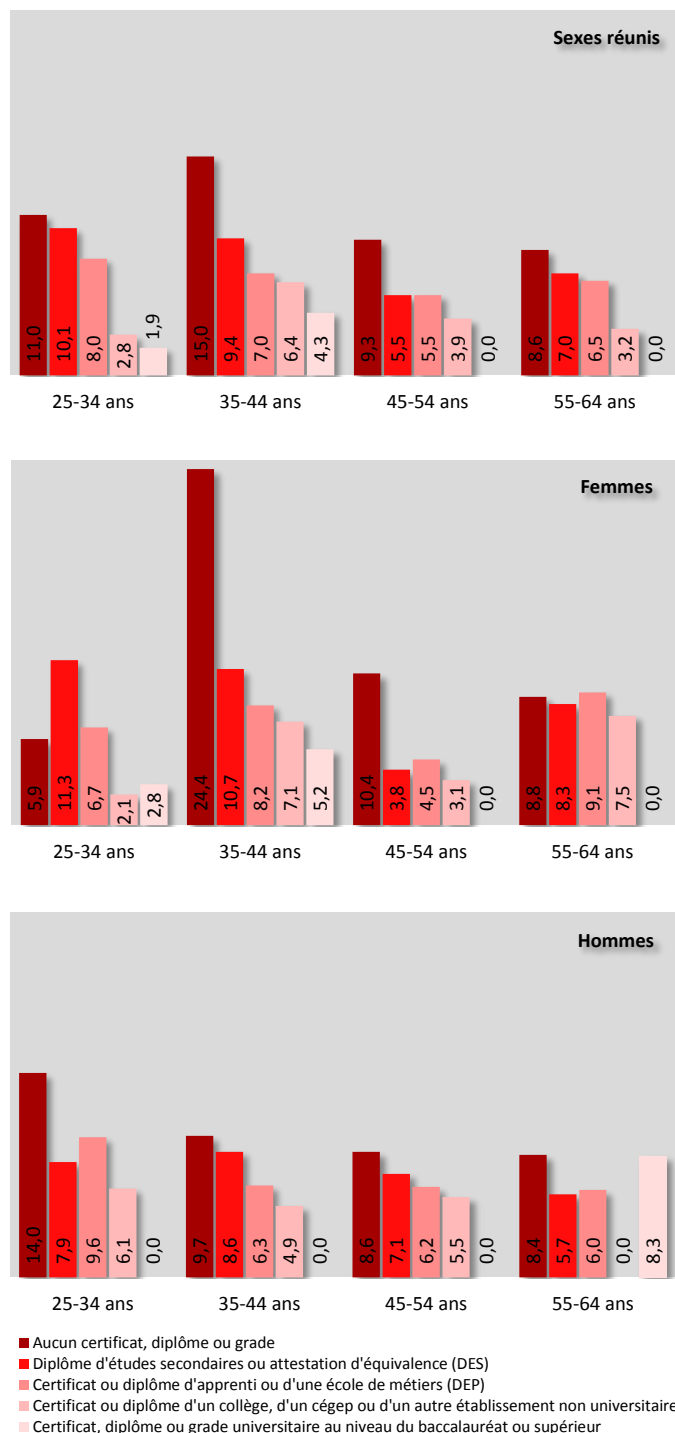
CHÔMAGE ET PLUS HAUT NIVEAU DE SCOLARITÉ

En 2016, le taux de chômage chez les 25-64 ans est de 6,7 %. Tout comme pour les revenus médians d'emploi, ce taux varie en fonction du niveau de scolarité des adultes. Pour ce même groupe d'âge, le taux de chômage est supérieur à 10 % chez les personnes n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade. Le taux chute à moins de 2 % chez ceux profitant d'un diplôme ou un grade universitaire (données non présentées).

Généralement, à l'exception des femmes de 25-34 ans, le fait de ne pas avoir de diplôme d'études secondaires est associé à un taux de chômage plus élevé. Cette situation est particulièrement éloquentes chez les 35-44 ans. À noter que le taux de chômage chez les diplômés universitaires est très faible, voire inexistant.

D'autre part, la tendance voulant qu'un niveau de scolarité plus élevé soit étroitement lié à un taux de chômage plus faible se confirme aussi selon le sexe. Par exemple, pour les femmes de 35-44 ans, le taux de chômage atteint près de 25 % chez celles n'ayant aucun diplôme. Celui-ci diminue pour atteindre 5,2 % chez les diplômées universitaires.

Taux de chômage selon le plus haut niveau de scolarité, le sexe et le groupe d'âge, MRC de D'Autray, 2016 (%)



Source : Statistique Canada, Recensement canadien de 2016, Fichier 98-400-X2016365.iwt.

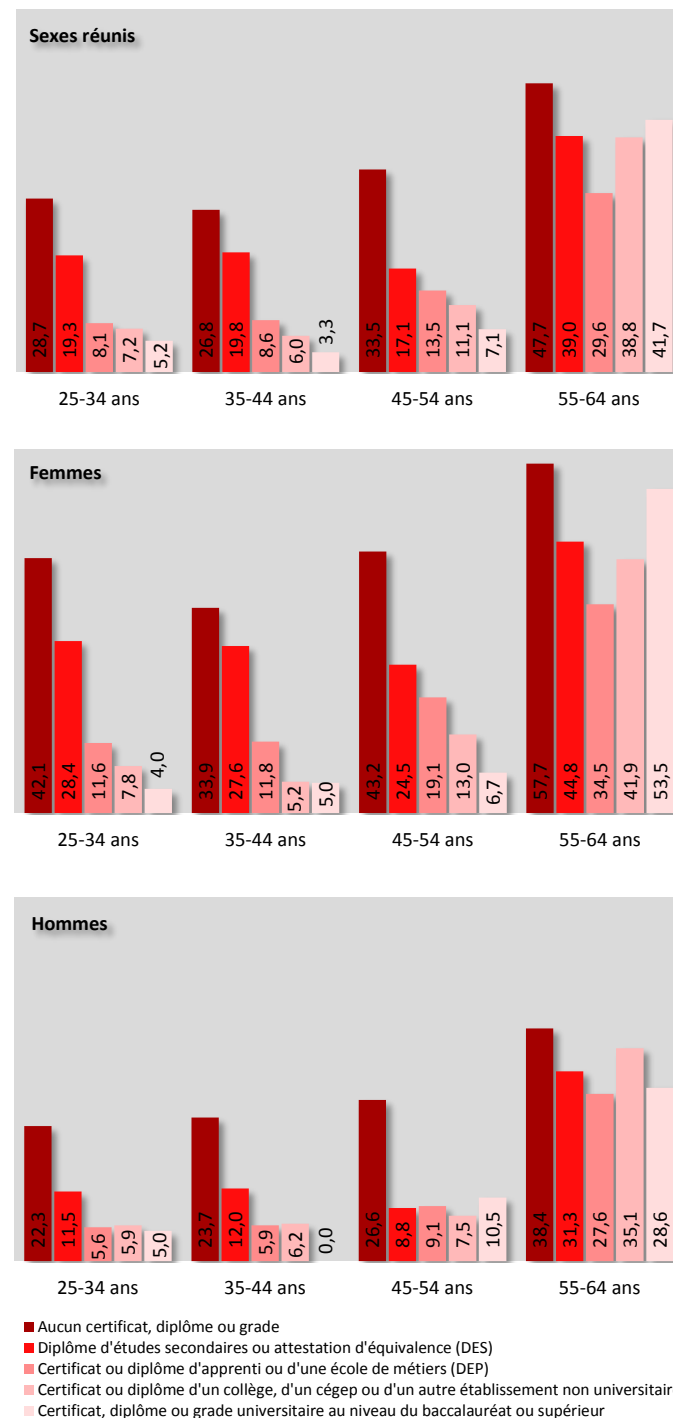
NE PAS TRAVAILLER ET PLUS HAUT NIVEAU DE SCOLARITÉ

Le fait de ne pas travailler est un indicateur qui permet d'évaluer la participation à la vie active. Il faut toutefois garder à l'esprit que certaines personnes peuvent ne pas travailler en raison d'un handicap, d'un accident de travail ou d'une maladie. D'autres sont au chômage ou à la retraite ou encore ont fait le choix de rester à la maison pour élever leur(s) enfant(s) ou prendre soin d'un proche.

Parmi les personnes de 25-64 ans, 23 % n'ont pas travaillé en 2015. Cette proportion varie de 37 % chez ceux n'ayant pas de diplôme à 13 % chez les diplômés universitaires (données non présentées). Encore une fois, la situation par groupe d'âge montre de nettes différences. Chez les 25-34 ans, la proportion de personnes qui n'a pas travaillé est de trois à cinq fois plus élevée chez les personnes sans diplôme par rapport à celles ayant au moins un diplôme d'études postsecondaires (DEP ou plus). Cette situation se répète pour les groupes d'âge de 35-44 ans et de 45-54 ans.

La proportion de personnes n'ayant pas travaillé est toujours plus élevée chez les femmes que chez les hommes, peu importe le niveau de scolarité atteint et le groupe d'âge. Les proportions sont particulièrement élevées chez les femmes sans diplôme d'études secondaires. À 25-34 ans et à 45-54 ans, cette proportion atteint au moins 40 % tandis qu'à 35-44 ans, 34 % n'ont pas travaillé en 2015. En comparaison, pour ces mêmes groupes d'âge, la proportion de femmes qui n'ont pas travaillé et qui ont un diplôme d'études universitaires est inférieure à 7 %.

Proportion de personnes n'ayant pas travaillé selon le plus haut niveau de scolarité et le groupe d'âge, MRC de D'Autray, 2016 (%)



Source : Statistique Canada, Recensement canadien de 2016, Fichier 98-400-X2016261.iiv.

QUELQUES CONSTATS

Les données font état d'une situation préoccupante pour certains sous-groupes de la population. Chez les hommes de 25-34 ans, l'indicateur du plus haut niveau de scolarité atteint révèle d'importants écarts. Plus du quart n'ont pas de diplôme d'études secondaires. En comparaison, chez les hommes de 35-44 ans, cette proportion est de 20 %. Comme il a été mentionné précédemment, il s'agit probablement d'une conséquence directe du taux de décrochage scolaire plutôt élevé chez les garçons de D'Autray. Les données les plus récentes disponibles, soit de 2007-2008 à 2013-2014, révèlent que les taux de décrochage scolaire des garçons sont supérieurs à 33 % dans la MRC (Lemire et Payette, 2018). Mais pourquoi cette situation est-elle observée?

À première vue, les données sur le revenu médian d'emploi des hommes de 25-34 ans selon le plus haut niveau de scolarité ne semblent pas si défavorables à ceux-ci. En effet, l'écart de revenu médian, par rapport aux hommes ayant uniquement un diplôme d'études secondaires, n'est que d'environ 2 900 \$. De plus, par rapport aux femmes n'ayant aucun diplôme, la situation des hommes est avantageuse, leur revenu médian d'emploi étant supérieur de 11 800 \$. Ainsi, à court terme, les hommes de 25-34 ans déclarent un revenu d'emploi acceptable malgré leur absence de diplôme. Néanmoins, par rapport aux hommes du même âge ayant un diplôme d'études postsecondaires, l'écart est majeur. En effet, en 2015, le revenu médian d'emploi est au moins 42 % plus élevé chez ceux ayant atteint ce niveau de scolarité⁴. Considérant que cet écart se répète d'année en année, et que celui-ci tend à augmenter en fonction d'un plus haut niveau de scolarité et du groupe d'âge, le manque à gagner des sans diplôme au courant de leur vie entière pourrait être considérable. Fortin (2018) a estimé que ce manque pourrait être d'un demi-million de dollars sur une vie active.

La mesure du panier de consommation (MPC) désigne une mesure de faible revenu basée sur le coût d'un panier de biens et de services correspondant à un niveau de vie de base (Statistique Canada, 2016). Elle est définie selon le type de collectivité (rurale ou urbaine) et la taille de l'unité familiale. Au Québec, pour une personne vivant seule, le seuil est d'environ 17 500 \$. Pour une famille de deux ou quatre personnes, les seuils sont établis autour de 25 000 \$ et 35 000 \$ respectivement⁵.

Pour leur part, les femmes atteignent, en proportion, des niveaux de scolarité plus élevés que ceux des hommes. C'est particulièrement le cas pour les diplômés collégiaux et universitaires. Par contre, à niveau égal de scolarité, celles-ci ont des revenus médians d'emploi plus faibles que leurs homologues masculins. Ces différences entre les sexes sont cependant atténuées parmi les diplômés universitaires et, dans une moindre mesure, les diplômés collégiaux.

Ces écarts sont en partie expliqués par la proportion de travailleurs à temps plein toute l'année plus élevée chez les hommes. En effet, en 2015, parmi les 25-64 ans de la MRC de D'Autray, 45 % des hommes ont travaillé à temps plein toute l'année contre 36 % des femmes (Statistique Canada, 2018b)⁶. Le nombre moyen d'heures travaillées par les hommes est donc plus élevé, ce qui fait que, même à taux horaire égal, ils auront toujours un revenu supérieur à celui des femmes. Le fait que les femmes s'occupent également plus souvent des enfants de même que des proches et qu'elles s'absentent plus fréquemment du travail pour des raisons familiales que les hommes justifient aussi ces résultats (Marquis et Lemire, 2018 citant Moyser, 2017).

⁴ Le rapport du revenu médian des hommes de 25-34 ans ayant un DEP (42 531 \$) sur ceux sans diplôme (29 848 \$).

⁵ Pour plus de détails sur les seuils, veuillez consulter le tableau suivant : http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/conditions-vie-societe/revenu/faible-revenu/seuilsmpc_qc_.htm

⁶ Selon Statistique Canada, une personne qui travaille à temps plein toute l'année à un emploi salarié au moins 49 semaines à raison d'au moins 30 heures par semaine (Statistique Canada, 2017).

Le revenu d'emploi ne constitue qu'une fraction des revenus potentiels d'une personne. Les données québécoises démontrent que 76 % des femmes de 25-64 ans ont des revenus sous forme de transferts gouvernementaux, et que le transfert moyen s'établit à 6 040 \$. Chez les hommes, la proportion est de 64 % et, en moyenne, à une hauteur de 3 347 \$. Cet écart est essentiellement expliqué par le fait que la prestation pour enfants est versée aux femmes dans 93 % des cas (Statistique Canada, 2018c).

Cependant, il n'en demeure pas moins que généralement, à scolarité égale, les femmes ont des revenus d'emploi médians plus faibles, même si les travailleurs à temps plein sont considérés. Par exemple, pour les détenteurs uniquement d'un DES chez les 25-64 ans, le revenu médian des femmes est de 32 440 \$ tandis que chez les hommes, il atteint 47 010 \$, soit une différence de 45 %. Chez les diplômés universitaires, l'écart atteint 6,3 % au profit des hommes⁷.

Par ailleurs, que ce soit chez les femmes ou les hommes, la précarité sur le marché du travail est plus répandue parmi les adultes sans aucun diplôme. En 2015, leur taux de chômage est plus élevé, peu importe le groupe d'âge. Ils sont aussi plus nombreux, en proportion, à ne pas avoir travaillé. D'ailleurs, le taux d'assistance sociale des adultes prestataires est plus élevé dans la MRC de D'Autray que dans le reste du Québec (SRE, 2018). C'est donc dire qu'en plus d'un revenu d'emploi médian plus faible que les personnes diplômées, ces adultes sont plus à risque de perdre leur emploi et ils ont surtout plus de difficulté à en retrouver un autre (Demers, 2016). Ces adultes sans diplôme occasionnent également davantage de dépenses sociales pour les gouvernements puisqu'ils sont beaucoup plus susceptibles que les diplômés d'avoir

recours aux programmes de formation et d'insertion professionnelles, d'assurance emploi ou d'assistance sociale. Non seulement ils sont surreprésentés dans les prisons canadiennes, mais ils sont aussi beaucoup plus à risque d'avoir connu ou de connaître une expérience avec le système de justice pénale. Finalement, une conséquence, loin d'être négligeable, dans le contexte de vieillissement accéléré de la population, est de priver la société de travailleurs qualifiés pouvant contribuer à réduire l'importance de la pénurie d'employés qui se fait sentir avec acuité dans plusieurs domaines d'activités économiques dans Lanaudière et ailleurs dans la province (Lemire, 2009 et Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec, 2009).

QUELQUES LIENS AVEC LA SANTÉ

Ces différences de conditions de vie et de travail des adultes sans diplôme s'accumulent tout au long de leur vie active, viennent accentuer les inégalités de santé qui les affectent et constituent un lourd fardeau aussi bien pour les individus que pour la société. Les écrits scientifiques estiment que les adultes profitant d'au moins un diplôme ou d'une qualification, comparativement à ceux qui en sont dépourvus, retirent des avantages économiques supplémentaires d'au moins un demi-million de dollars sur une vie entière. C'est sans compter les nombreux bénéfices humains, culturels et sociaux d'un niveau accru de scolarité qui viennent enrichir l'ensemble de la collectivité (Fortin, 2018).

L'absence d'un diplôme ou d'une qualification et le plus faible revenu qui en découle sont associés à l'adoption d'habitudes de vie moins favorables à la santé, à l'apparition et au développement de maladies chroniques, ainsi qu'à une mortalité prématurée (Guillemette, 2016a, 2016b et 2017). Chose certaine, les conséquences de la sous-scolarisation d'une population sont énormes pour les individus comme pour le développement des communautés (Bégin, Ouellet et Cadieux, 2007; Lemire et Payette, 2018).

⁷ Chez les diplômés universitaires de la MRC de D'Autray, le revenu d'emploi médian des femmes de 25-64 ans travaillant à temps plein est de 64 260 \$ tandis que chez les hommes, il atteint 68 310 \$ (Statistique Canada, 2018b).

EN CONCLUSION

Bien que la MRC de D'Autray ait connu une certaine amélioration du niveau de scolarité chez les adultes de 25-64 ans, la situation des 25-34 ans demeure préoccupante. Ils obtiennent une proportion de personnes sans diplôme plus élevée que les 35-44 ans. Considérant que ces adultes ont des revenus médians plus faibles, des taux de chômage plus élevés et sont plus nombreux, en proportion, à ne pas travailler, ils devraient amener leur lot de défis dans les prochaines années. Arriveront-ils à obtenir et à conserver un niveau de vie acceptable leur vie durant? Est-ce que leur qualité de vie sera suffisamment satisfaisante pour leur assurer un bon état de santé? Parviendront-ils à payer les dépenses de la vie courante sans trop de problèmes? Auront-ils la possibilité au cours de leur vie de devenir propriétaire d'une maison⁸? Qu'en est-il de ceux qui auront des enfants à leur charge? Pourront-ils prendre leur retraite au moment voulu? Si nécessaire, l'accès à une résidence pour personnes âgées pourra-t-il se concrétiser compte tenu de leurs plus faibles revenus au cours de leur vie active?

Les défis posés par la valorisation de la scolarisation de la population ne sont pas uniquement individuels, mais aussi collectifs. Dans une société où les employeurs ont du mal à trouver des travailleurs compétents, s'arrachant la main-d'œuvre spécialisée, qu'advient-il des personnes sans diplôme? Dans un contexte où le virage technologique, l'automatisation des emplois et l'avènement de l'intelligence artificielle sont en pleine expansion, les personnes sans diplôme pourraient devenir encore plus vulnérables aux aléas du marché du travail.

À la lumière des résultats observés, les enjeux autour de la faible scolarité et de ces conséquences sur la vie active des résidents de la MRC de D'Autray sont encore bien d'actualité. Est-ce que ces enjeux et ces risques sont réellement connus des personnes qui abandonnent leurs études? La valorisation de la poursuite des études dans la MRC de D'Autray est-elle optimale? Les jeunes sont-ils suffisamment avisés des difficultés supplémentaires qui surviennent lors d'un retour aux études après plusieurs années en dehors du réseau scolaire? La mobilisation autour de ces enjeux est-elle suffisante? Tant de questions qui méritent encore et toujours réflexion...

⁸ D'ailleurs, dans la MRC de D'Autray, 15 % des familles de recensement ont des enfants uniquement âgés de 25 ans et plus à la maison. Il s'agit d'une proportion importante de familles ayant des enfants adultes qui vivent toujours chez leurs parents.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BÉGIN, Claude, Lise OUELLET et Élisabeth CADIEUX. *Ensemble pour la santé et la qualité de vie de la population lanaudoise! Rapport du directeur de santé publique de Lanaudière – édition 2007*, Joliette, Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière, Direction de santé publique et d'évaluation, Service de surveillance, recherche et évaluation, 2007, 32 p.

DEMERS, Marc-André. Les jeunes Québécois ayant quitté le système scolaire sans diplôme d'études secondaires, *Flash-info*, Québec, Institut de la statistique du Québec, volume 17, numéro 3, 2016, p. 8-16.

FORTIN, Pierre. Un taux de diplomation de 85 % au secondaire, qu'ossa donnerait?, *L'Actualité*, 25 janvier 2018.

GROUPE D'ACTION SUR LA PERSÉVÉRANCE ET LA RÉUSSITE SCOLAIRES AU QUÉBEC. *Savoir pour pouvoir : entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire*, Montréal, 2009, 67 p.

GUILLEMETTE, André. *Les inégalités sociales de santé dans Lanaudière. Statut socioéconomique et cumul d'habitudes de vie*, Joliette, Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière, Direction de santé publique, Service de surveillance, recherche et évaluation, 2016a, 36 p.

GUILLEMETTE, André. *Les inégalités sociales de santé dans Lanaudière. Statut économique et multimorbidité*, Joliette, Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière, Direction de santé publique, Service de surveillance, recherche et évaluation, 2016b, 28 p.

GUILLEMETTE, André. *Les inégalités sociales de santé dans Lanaudière. Statut économique et recours aux services de santé*, Joliette, Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière, Direction de santé publique, Service de surveillance, recherche et évaluation, 2017, 40 p.

LEMIRE, Louise. *Scolarité, inégalités socioéconomiques et pauvreté dans Lanaudière. Un niveau de scolarité plus élevé contribue à de meilleures conditions de travail, à une meilleure qualité de vie et à un meilleur état de santé*, Joliette, Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière, Direction de santé publique et d'évaluation, Service de surveillance, recherche et évaluation, 2007, 20 p.

LEMIRE, Louise. *Le décrochage scolaire et la diplomation au secondaire dans Lanaudière : nouvelle mise à jour des données*, Joliette, Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière, Direction de santé publique et d'évaluation, Service de surveillance, recherche et évaluation, 2009, 16 p.

LEMIRE, Louise, et Josée PAYETTE (coll.). *Décrochage scolaire, diplomation et qualification au secondaire, niveau de scolarité des adultes. Où en sommes-nous dans Lanaudière?*, Joliette, Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière, Direction de santé publique, Service de surveillance, recherche et évaluation, 2018, 16 p.

MARQUIS, Geneviève, et Louise LEMIRE. Des disparités de revenu qui persistent entre les Lanaudoises et les Lanaudois, *On surveille pour vous. Bulletin d'information lanaudois*, Joliette, Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière, Direction de santé publique, Service de surveillance, recherche et évaluation, n° 67, juin 2018, 2 p.

MOYSER, Melissa. *Les femmes et le travail rémunéré*, Ottawa, Statistique Canada, ministre de l'Industrie, 2017, 43 p.

SERVICE DE SURVEILLANCE, RECHERCHE ET ÉVALUATION. Prestataires de l'assistance sociale : mars 2006 à mars 2017, *SYLIA-statistiques régionales*, Joliette, Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière, Direction de santé publique, Service de surveillance, recherche et évaluation, 2018.

STATISTIQUE CANADA. *Mesure du panier de consommation (MPC)*, Ottawa, 2016.

STATISTIQUE CANADA. *Dictionnaire, Recensement de la population, 2016*, produit n° 98-301-X au catalogue, août 2017.

STATISTIQUE CANADA. Recensement de la population de 2016, produit n° 98-400-X2016292 au catalogue, 2018a.

STATISTIQUE CANADA. Recensement de la population de 2016, produit n° 98-400-X2016261 au catalogue, 2018b.

STATISTIQUE CANADA. Recensement de la population de 2016, produit n° 98-400-X2016113 au catalogue, 2018c.

Conception, analyse et rédaction

Patrick Bellehumeur, Service de surveillance, recherche et évaluation

Traitements des données

Geneviève Marquis, Service de surveillance, recherche et évaluation

Sous la coordination de

Élizabeth Cadieux, Service de surveillance, recherche et évaluation

Comité de lecture

Service de surveillance, recherche et évaluation : Élizabeth Cadieux, Christine Garand, Marjolaine Lamoureux Théorêt, Louise Lemire, Geneviève Marquis et Josée Payette

Service de promotion, prévention et organisation communautaire : Marie-Josée Lépine

MRC de D'Autray : Joëlle Paiement

Table des partenaires du développement social de Lanaudière : Martin Jubinville

Conception graphique et mise en page

Carolle Gariépy

Pour toute information supplémentaire relative à ce document, veuillez communiquer avec Patrick Bellehumeur au 450 759-6660, sans frais au 1 855 759-6660, poste 4324 ou à patrick.bellehumeur@ssss.gouv.qc.ca.

La version électronique de ce document est disponible sur notre site Web au www.cisss-lanaudiere.gouv.qc.ca sous *Documentation/Santé publique/Éducation, diplomation et décrochage scolaire*

À la condition d'en mentionner la source, sa reproduction à des fins non commerciales est autorisée.

Toute information extraite de ce document devra porter la source suivante :

BELLEHUMEUR, Patrick. *Scolarité, revenu et indicateurs du marché de l'emploi dans la MRC de D'Autray*, Joliette, Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière, Direction de santé publique, Service de surveillance, recherche et évaluation, novembre 2018, 12 pages.

© Direction de santé publique, CISSS de Lanaudière, 2018

Dépôt légal

Quatrième trimestre 2018

ISBN : 978-2-550-82719-1 (en ligne)

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

*Centre intégré
de santé
et de services sociaux
de Lanaudière*

Québec 